

Relations Nord-Sud

Si cette tendance se confirme, nous aurons 1,000 soldats en mission dans le Sinaï avant même que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de la Défense nationale aient eu le temps d'apprendre leur départ.

Au lieu de rester isolé face à un monde armé, le Canada a choisi de s'associer à des nations partageant les mêmes idéaux. En contrepartie d'une sécurité nationale accrue, le Canada doit payer sa quote-part. Comme le disait le premier ministre dans le style élégant qui le caractérise, faites votre mise ou taisez-vous.

Les hommes et les femmes de nos forces armées font ce qu'ils peuvent avec les ressources dont ils disposent. Comme l'ont signalé de nombreux témoins aux audiences du comité du Sénat, il s'agit d'une attitude de «pouvoir faire». Mais cela ne suffit pas. Ces professionnels ont besoin de soutien de la part du gouvernement et de la population.

Des changements s'imposent au ministère de la Défense nationale: des changements structuraux et des changements fonctionnels. Des fonds supplémentaires doivent être affectés à la défense du pays. Si nous n'étions pas en mesure d'assurer notre défense, nous serions incapables de suivre une politique étrangère autonome, ce qui veut dire que notre politique intérieure nous serait dictée par des pays étrangers.

Trop souvent, lorsque des critiques constructives sont formulées au sujet de la politique nationale en matière de défense, le ministre de la Défense nationale et son ministère serrent les rangs comme s'ils étaient en état de siège. Plutôt que d'étudier soigneusement les problèmes auxquels ils se heurtent, ils préfèrent se barricader derrière le statu quo, comme le démontre leur décision récente de ne mettre les sénateurs au courant de leurs difficultés en matière de personnel qu'à la condition qu'ils se réunissent à huis-clos. Il y a une semaine, j'ai été choqué d'apprendre que les fonctionnaires du ministère n'acceptaient de témoigner devant le comité au sujet de la politique relative au personnel que si la réunion se tenait à huis-clos.

J'ai une certaine expérience dans ce domaine et, à mon avis, si le ministre et le ministère de la Défense nationale n'apprennent pas à s'autocritiquer et ne cessent pas d'être sur la défensive, avant longtemps, il faudra instituer une commission royale d'enquête sur l'administration et les structures de ce ministère. Le pays n'est pas défendu pour une valeur de 6 milliards cette année. Je le dis en pensant surtout aux troupes de combat, à la flotte de navires et aux équipages que nous avons; à la flotte d'avions et à leurs équipages; au nombre de chars d'assaut et d'autres engins et aux effectifs que nous avons pour les utiliser. Je ne trouve pas que notre défense vaille 6 milliards. Les Canadiens veulent bien payer, mais ils veulent savoir, comme ils en ont le droit, que leur argent est dépensé judicieusement.

Pour devenir un partenaire à part égale au lieu d'un allié réticent dans l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, le Canada doit réexaminer sa politique de défense. Il doit la faire approuver par la population.

Notre mode de vie dépend de la capacité qu'a le monde occidental de se défendre. Si nous ne sommes pas prêts à défendre ce que nous croyons juste dans ce monde, nous pourrions le perdre.

Des voix: Bravo!

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, je tiens à exprimer mon appui pour la motion dont nous sommes

saisis et à féliciter le gouvernement et le NPD d'avoir permis ce débat de deux jours sur la politique extérieure. Il est malheureux que l'opposition officielle ait fait le tartufe dans cette affaire, en refusant d'accorder une journée à cette fin, alors qu'elle déclarait bien haut cet après-midi que les Canadiens devraient être mieux renseignés sur les questions relatives aux affaires extérieures. Il est caractéristique du parti conservateur de faire le contraire de ce qu'il prêche.

M. Baker (Nepean-Carleton): Quelle imposture!

M. Caccia: Je déduis du profond silence du député d'Edmonton-Strathcona (M. Roche) qu'il serait plutôt de mon avis.

Voici un résumé, monsieur l'Orateur, de ce que j'ai à dire ce soir. J'ai d'abord une triple prière à adresser au gouvernement au sujet du sommet de juillet et des Nations Unies, compte tenu du fait qu'il ne peut y avoir de dialogue ni de politique Nord-Sud réussis sans de bonnes relations Est-Ouest ni un climat de paix dans le monde. Je présenterai aussi un bref rapport sur la Conférence sur la sécurité en Europe qui se tient à Madrid. En dernier lieu, je consignerai au compte rendu certains passages du rapport des Nations Unies sur les armes nucléaires et je parlerai brièvement en terminant de certaines questions qui en découlent.

• (2100)

Permettez-moi tout d'abord de lancer un premier appel au gouvernement au sujet de la conférence au sommet qui aura lieu en juillet. La politique monétaire de Washington constitue actuellement un grave danger pour la situation économique des pays de l'Ouest, en raison de son incidence sur le Canada et les pays de l'Europe occidentale. Comme les députés le savent, la politique de l'argent rare a fait monter les taux d'intérêt à un point jamais vu. En outre, la politique de Washington est assortie d'un dégrèvement d'impôt qui accroît l'argent que les consommateurs mettent en circulation. Du fait de ces deux facteurs les capitaux des pays voisins trouvent extrêmement attrayant de profiter des taux d'intérêt en vigueur actuellement aux États-Unis. Cela met notre monnaie et les monnaies d'Europe occidentale dans une position très difficile. J'exhorte le gouvernement à inscrire la question à l'ordre du jour de la conférence au sommet de juillet afin qu'elle soit examinée et qu'on se rende compte de ce qui se produira si cette politique n'est pas révisée.

À l'heure actuelle, rien ne cloche dans la situation économique du Canada sauf ceci: la politique monétaire poursuivie par Washington.

Ma deuxième supplique a trait au sommet et à la question de la volonté politique dans les relations Est-Ouest. Cet après-midi, nous avons eu plusieurs interventions. Toutes ont aidé à jeter de la lumière sur un problème assez complexe, exposé qu'il a été sous divers angles. Les députés devraient suivre ce qui se passe à Madrid et à Vienne à la conférence sur le désarmement, ainsi que les travaux du comité sur le désarmement à Genève. Ils remarqueront une caractéristique commune: partout où l'Est et l'Ouest se rencontrent, tout le monde cale. Autrement dit, on n'avance pas, on ne fait pas de progrès. Au fond, dans ces trois endroits, on danse une forme de menuet moderne hautement organisé et très intéressant par la forme: à tour de rôle des délégations font des interventions très savantes sur des sujets très compliqués, motivées, j'en suis convaincu, par la bonne volonté; mais, au moment d'agir, rien ne bouge plus.